

font aucune contribution à notre société, aucune contribution en termes de création d'emploi, ces gens profitent de la situation et ne paient aucune taxe sur les premiers \$500,000 de gains en capital.

Monsieur le Président, cela veut dire que même pour ceux qui sont suffisamment riches pour avoir un chalet d'été, ou bien un chalet de ski en plus de la maison en ville, maintenant ces chalets ont été taxés, puisque c'est une deuxième résidence et, évidemment, c'est un luxe, ce n'est pas nécessaire, ce n'est pas essentiel d'avoir un chalet à la campagne. C'est pour cette raison qu'on a dit que les gains sur ces deuxièmes résidences de loisir doivent être taxés comme gains en capital. Mais à l'avenir, monsieur le Président, ceux qui sont bien nantis jusqu'au point où ils peuvent avoir un chalet ou bien des profits sur la spéculation dans l'immeuble, ici au Canada ou ailleurs, seront épargnés de payer des taxes sur ces profits.

● (1630)

[Traduction]

Comme je l'ai dit en français, il semble extrêmement injuste que la série de taxes extrêmement complexes présentée dans ce projet de loi comme un moyen d'accroître les recettes, afin de combattre le déficit, soit en fait le moyen d'obtenir les fonds nécessaires pour pouvoir rembourser les déposants de la Banque Commerciale et de la Norbanque et financer les combines fiscales utilisées par Olympia & York dans l'affaire Gulf. La société a conclu une association bidon dans la Northern Resources, afin d'économiser de 500 millions à 1 milliard de dollars d'impôts. Comme la période des questions d'aujourd'hui a permis de l'établir, le gouvernement était parfaitement au courant de cette combine. Ces gens n'étaient pas disposés à courir le risque dont les chefs d'entreprise aiment à parler. Non, ils se sont adressés au gouvernement et au ministre du Revenu national (M. MacKay), afin d'obtenir une décision. Ils devaient être certains à l'avance de pouvoir économiser de l'argent. Ils ont fait savoir au gouvernement qu'ils entendaient utiliser cette échappatoire qui remontait au temps des libéraux. Les fonctionnaires du ministère du Revenu national, ce qui est tout à fait normal, se sont aperçus que cette affaire était beaucoup trop importante pour eux. Il ne s'agissait pas d'un petit contribuable voulant obtenir une décision banale. Cette question s'est donc retrouvée, en définitive, devant le comité des priorités et de la planification du cabinet. Le premier ministre (M. Mulroney) a été mis au courant. Si on ne lui a pas signalé que le gouvernement allait perdre 500 millions de dollars à cause de cette échappatoire, on aurait dû certes le faire. Le ministre des Finances (M. Wilson) lui était au courant. Le sous-ministre des Finances, ce qui était tout à fait compréhensible, a tenté de prétendre qu'il ne s'en mêlerait pas, car il savait qu'il lui suffisait de le demander et qu'il obtiendrait un emploi chez Olympia & York à deux fois son traitement de sous-ministre. Il occupe maintenant cet emploi. Il est révoltant de constater que c'est le petit contribuable canadien qui fait les frais de cette connivence. Pourtant, c'est là la situation dans laquelle les Canadiens se retrouvent à cause de ce nouveau gouvernement, de ces tribuns du peuple qui leur ont promis au cours de la dernière campagne électorale de procéder aux changements qu'ils souhaitaient.

Je veux dire quelques mots sur deux points précis. Comme l'a fait remarquer mon collègue de Nepean-Carleton (M. Tupper), tout ce qu'a fait le nouveau gouvernement ne mérite pas

d'être critiqué. J'ai dit à un certain nombre de reprises que je croyais que les Canadiens voulaient un changement et avaient voté en faveur du changement. Pour être réalistes, au Québec par exemple, où notre parti est sur le point de remporter des sièges mais ce n'est pas encore fait, les Québécois ont voulu chasser les libéraux en votant conservateur. Mais ils s'attendaient à voir...

[Français]

Ce qu'on a attendu au Québec, c'étaient de vrais changements, et des changements qui bénéficieraient aux gens ordinaires, et pas simplement aux éléments de la société, les gens qui sont bien nantis, les grosses corporations qui ont été, par tradition, les amis du parti progressiste conservateur.

On n'a pas changé les «bleus» pour les «rouges» simplement pour avoir les mêmes politiques suivies par les «rouges», mais avec une «teinture bleue». Mais effectivement, c'est cela qu'on reçoit. Les gens voulaient avoir un vrai changement. Ils ne le reçoivent pas.

[Traduction]

Une chose que je voudrais mentionner, et mon collègue de Nepean-Carleton l'a déjà fait, c'est qu'il y a un groupe de gens, dont je suis, qui se soucient de la qualité de la bière que nous buvons au Canada. Vous le savez sans doute, j'ai eu la témérité il y a quelque mois de violer les lois du pays en offrant à des journalistes et autres personnes intéressées de la bière de fabrication domestique à mon bureau de l'édifice Wellington. Je l'avais fait afin d'attirer l'attention sur le fait que les lois actuelles étaient injustes. Elles forcent les gens qui veulent tout simplement fabriquer une boisson agréable dans leur cave, leur salle de séjour ou leur baignoire à enfreindre les lois canadiennes. Cela a changé ou changera à en juger par l'une des dispositions de la mesure à l'étude. Je remarque aussi qu'en fin de semaine, le gouvernement ontarien a décidé d'autoriser les taverniers à vendre de la bière maison. J'ai travaillé pour cette cause quand j'étais député provincial. Mon ami M. Nick Wallen, qui habite dans ma circonscription, s'est battu pour faire adopter ces deux mesures et je lui rappelle que c'est le NPD, bien avant que les libéraux n'emboîtent le pas, qui a défendu les droits des consommateurs de bière de tout le pays. Nous sommes enchantés de voir cette mesure figurer dans le budget.

Ce n'est toutefois pas une compensation suffisante pour les autres lacunes du budget. Je voudrais aussi signaler au secrétaire parlementaire et à son ministre qu'au moment du budget l'année dernière, des préoccupations ont été exprimées au gouvernement au sujet de la taxation des produits pour diabétiques mais aussi d'un produit essentiel pour les aveugles, soit les aliments dont ils nourrissent leur chien-guide. Des personnes de ma circonscription se servent d'un chien-guide. Elles sont regroupées en Association canadienne des usagers de chiens-guides. Quand ces personnes se sont plaintes d'avoir à payer la taxe sur les aliments pour animaux, elles n'ont pas obtenu une réponse satisfaisante de la part du gouvernement. Les chiens-guides permettent aux aveugles d'être autonomes. Ils peuvent occuper certains emplois remplis à l'heure actuelle par des voyants. Leur faire payer une taxe supplémentaire compromet le service essentiel des chiens-guides et leur enlève les chances déjà bien minces qu'ils ont de se trouver un emploi. L'Association canadienne des usagers de chiens-guides a proposé qu'on